

Il est évident, à en juger par le discours du ministre des Finances (M. Rhodes) que le Gouvernement n'a aucun programme bien arrêté pour remédier fondamentalement à la situation exceptionnelle qui existe en ce moment au pays. Il me paraît laisser aller les choses à leur guise, dans l'attente que la situation va s'améliorer; mais il n'en est rien, comme le démontre le fait que le nombre des chômeurs inscrits aux fonds de secours direct, de 800,000 qu'il était l'automne dernier, s'est accru à 1,350,000 à l'heure actuelle. Le Gouvernement me paraît vivre d'espérance et compter uniquement sur la conférence économique mondiale qui doit avoir lieu cette année. J'ai bien peur que ses espérances soient déçues. Si je ne me trompe, nous avons eu plus d'une trentaine de conférences mondiales depuis la guerre, et on pourrait dire que presque toutes ont été sans résultats. Quoi qu'il en soit, la conférence économique mondiale ne saurait apporter de solution au problème du Canada. Nous avons notre problème en propre, celui de répartir parmi les nôtres cet excédent qu'il nous est si facile de produire. C'est là une question dont la conférence économique mondiale ne saurait s'occuper et qui est du ressort des Canadiens et de leur gouvernement. A mon avis, cette politique de laisser-faire se manifeste dans ces paroles du ministre:

Mais je veux mettre en garde contre une interprétation trop sombre des faits de l'heure. . . Les événements se succèdent rapidement, poussés qu'ils sont par les nécessités économiques.

A quoi le Gouvernement est-il poussé par les nécessités économiques? C'est là le plus pénible: de voir le Gouvernement forcé d'agir par des nécessités économiques. Le ministre dit ensuite:

Ce fait peut sans doute servir de fondement à un degré d'optimisme plus élevé qu'on n'en a constaté jusqu'ici.

A mon avis, il est déplorable que le Gouvernement n'ait pas il y a deux ans adopté une autre ligne de conduite, au lieu de s'en tenir simplement à cette politique de déflation. S'il avait abordé plus courageusement la question monétaire et s'il avait adopté à cet égard une politique essentiellement canadienne, nous serions en bien meilleure posture qu'à l'heure actuelle. Il me semble que l'on peut à bon droit conclure de cette déclaration du ministre que, les Etats-Unis ayant été forcés de renoncer de fait à l'étalon-or, nous sommes en lieu de nous attendre à la hausse des prix des denrées. On rit couramment aujourd'hui que les Etats-Unis sont sur le point d'inaugurer une politique de déflation, et que c'est de ce côté que nous reportons nos espoirs. Nous avons trop longtemps emboîté le pas derrière les Etats-Unis, comme un enfant qui suit la

[M. Coote.]

gouvernante qui l'accompagne dans un parc et le retient au moyen d'un cordon. Il y a trop longtemps que le Gouvernement n'a recours qu'aux banquiers de New-York et révere ceux-ci comme des idoles. On s'aperçoit aujourd'hui que ce sont des idoles aux pieds d'argile. Les faits révélés ces jours derniers au sujet de ces surhommes de New-York ont frappé de stupeur l'univers entier. Le jour de son installation, le président Roosevelt a trouvé toutes les banques du pays fermées. Voici ce qu'il disait dans son discours inaugural:

...notre détresse ne provient pas du manque de substance. Nous ne sommes pas envahis par une nuée de sauterelles. Si l'on songe aux obstacles que nos ancêtres ont su surmonter, grâce à leur confiance dans l'avenir et à leur intrépidité, nous avons encore lieu d'être reconnaissants.

Les ressources de la nature sont encore à notre portée en abondance et l'énergie de l'homme a accru ce patrimoine. Nous avons tout ce qu'il nous faut, mais en face même de cette abondance, nous ne sommes plus à même de l'utiliser. Cet état de choses est avant tout attribuable à l'entêtement et à l'incompétence de ceux qui régissent l'échange des produits. Ils ont reconnu leur échec sur toute la ligne et ont abdiqué. Les manœuvres de ces changeurs sans scrupules sont réprouvées par l'opinion publique et la masse du peuple les repousse sans réserves.

Il me fait peine de dire que ces hommes sont ceux que nous paraissions avoir imités. Nous avons du moins calqué leur politique monétaire, et, selon les apparences nous nous en tiendrons à cette politique tant qu'elle sera appliquée aux Etats-Unis. On croirait que notre unique espoir consiste dans l'attente que les Etats-Unis adopteront une politique plus éclairée. Après tout ce qui s'est passé, le ministre prétend que la déflation aurait pour conséquence inévitable la dépréciation de notre dollar, et entraînerait le retrait d'une bonne partie des capitaux étrangers en placement ici. Je voudrais bien savoir où le capital irait. Comme le vieux Bill, je dirai: "Si tu connais un meilleur trou, vas-y." Pourquoi le capital déserterait-il le pays pour se diriger vers les Etats-Unis ou vers un autre pays à la suite des faits divulgués ces jours derniers et après que le président de la plus importante banque des Etats-Unis a avoué des opérations qui vaudraient le pénitencier à d'autres. Les capitaux étrangers placés au Canada ont été un malheur pour nous. Ils ont fourni une excuse au premier ministre pour maintenir notre dollar à un niveau aussi élevé et, comme résultat, nos produits à des prix aussi bas. Il me semble que le Gouvernement canadien a toujours arrêté sa politique au point de vue monétaire en songeant à New-York, et les conséquences en ont certainement été préjudiciables aux Canadiens, en général. Que les industriels de notre pays soient encore en état de se main-